

le mois

L'Europe, démocratie cosmopolite

Entretien avec Daniel Cohn-Bendit

Réconcilier le monde vécu des Européens et le rythme de l'histoire, telle est l'une des principales difficultés de la construction européenne. Bien qu'étant de portée capitale, cette dimension est peu présente dans le débat en cours sur la ratification du traité constitutionnel. Président du Groupe des Verts au Parlement européen, Daniel Cohn-Bendit nous invite à la prendre en compte et à redoubler d'imagination démocratique. Pour comprendre qu'il faut répondre aux sentiments d'insécurité que créent les évolutions historiques par un transfert de souveraineté. Ou pour franchir les caps historiques en direction d'une Europe ouverte et cosmopolite, comme l'indique le difficile débat sur l'adhésion de la Turquie au projet européen. Ce travail concerne au premier chef la gauche et les partis verts. Il interroge leur rapport au changement et à la gestion publique. Le parcours historique des Verts allemands en est une bonne illustration.

La Revue nouvelle : Le processus de ratification du traité constitutionnel européen est en cours. Les citoyens européens devraient se réjouir. Or on ne sent pas vraiment de passion démocratique autour de cet enjeu. Le « fait européen » ne s'impose pas de manière massive dans l'opinion. Comment expliquez-vous cela ?

Daniel Cohn-Bendit : Il est difficile de ne pas répéter qu'on a vraiment raté l'occasion d'un « momentum » européen. La proposition des Verts d'organiser un référendum le même jour dans tous les États membres et de retenir le principe d'une double majorité pour l'adoption du traité aurait vraiment permis d'imposer le fait européen aux citoyens et d'ouvrir le débat sur l'avenir de l'Europe dans tous les pays au même moment. Cela nous aurait aidés à faire une partie du chemin pour

surmonter les différences entre les cultures politiques européennes. Actuellement, celles-ci sont encore tellement prégnantes que je mets au défi les grandes familles politiques de se mettre d'accord sur un projet européen. Elles n'y arriveraient tout simplement pas à cause des divergences entre leurs conceptions. Mais force est de reconnaître que, de ce point de vue, la Convention a été un progrès. C'est un réel exploit que la Convention, où se sont confrontées une multitude de positions et de cultures constitutionnelles, soit parvenue à nous léguer un instrument de bataille permettant de faire avancer l'Europe.

DU TRANSFERT DE SOUVERAINETÉ AU TRANSFERT DE PROTECTION

R.N. : Certes, mais ce que les citoyens retiennent surtout aujourd'hui de l'Europe, ce sont des projets comme la directive Bolkestein sur la libéralisation des services.

D.C.-B. : Il y a bien sûr la directive Bolkestein. Mais ce qui m'énerve, c'est d'entendre : « L'Europe, c'est Bolkestein ». D'abord, la directive Bolkestein a été recalée et elle deviendra la directive McCreedy. Ensuite, même si certaines poussées vers la droite peuvent nous donner de l'urticaire, force est de reconnaître qu'il s'agit ni plus ni moins du résultat du

travail des forces politiques majoritaires en Europe. Fort heureusement, ce fait n'est ni inéluctable ni une raison permettant de discréditer l'Europe. À partir du moment où il apparaît clairement que l'Europe est la seule entité viable pour les États, et la seule entité politique capable d'accompagner nos sociétés de plus en plus confrontées à des enjeux « à grande échelle », refuser les avancées, comme la Constitution, au nom d'une « Europe meilleure » est un non-sens pur et simple. D'ailleurs, si on prend le cas des services publics, ils font partie des droits fondamentaux affirmés par la Constitution. De plus, c'est la première fois qu'un traité instaure la base juridique dont la Commission a besoin pour proposer des lois garantissant des services d'« intérêt général » de haute qualité. Le problème, c'est qu'avant même de considérer ce progrès, c'est l'emportement généralisé qui prévaut au lieu du débat. Celui-ci est pourtant indispensable car, tôt ou tard, nous serons confrontés à la redéfinition du concept même de « services publics ». Doivent-ils nécessairement être organisés par l'État ? Si l'on prend l'exemple des chemins de fer — publics en France, partiellement privatisés en R.F.A. — on constate que le débat est, en fin de compte, similaire et qu'il porte essentiellement sur le finance-

ment d'un service d'intérêt général destiné à assurer la mobilité de tout un chacun.

R.N. : Comment mener cette discussion dans une société de plus en plus insécurisée par l'évolution historique ?

D.C.-B. : On doit bien voir que les sociétés sont complètement désorientées par rapport aux défis auxquels elles sont confrontées et dont la dimension est toujours plus d'ordre mondial comme l'a montré le tsunami. Plus personne ne peut rêver d'échapper à ce vertige des « grandes échelles ». La Suède qui s'est longtemps crue à l'abri des évolutions du monde doit déplorer 3 500 morts. Rapporté à la population de la France, cela ferait plus de 20 000 morts... Cette mondialisation du risque, l'évolution du monde du travail, de la géopolitique, contribuent à l'émergence d'un sentiment d'insécurité et d'avenir bloqué. C'est là qu'il faut reprendre le débat sur l'Europe dans le sens de la protection qu'elle peut apporter aux gens. L'Europe s'est construite sur le « plus jamais de guerre ni de totalitarisme sur le territoire européen ». C'est un acquis. Une guerre franco-allemande est désormais inimaginable. Aujourd'hui, l'Europe, la construction européenne doivent nous permettre d'affronter les défis et de nous protéger. L'Europe, c'est régler les défis en commun et faire

en sorte que les gens ne s'affrontent pas. Mais la difficulté, c'est de bien faire comprendre qu'un transfert de souveraineté est un transfert de protection.

POUR UN SURCROIT D'IMAGINATION DÉMOCRATIQUE

R.N. : Oui mais justement, c'est ce transfert de protection qui fait peur.

D.C.-B. : Oui, bien sûr. Mais il faut en fait arriver à définir l'espace démocratique dont on a besoin. Actuellement, l'imagination démocratique ne permet pas encore de comprendre ce qu'est l'espace démocratique européen. Quand on dit « l'Europe a décidé », on a du mal à comprendre. Ce n'est pas la même chose quand on dit « l'Allemagne a décidé ». Ou « la France, la Belgique ont décidé ». Quand on dit « l'Europe a décidé », on a tendance à réduire la décision à quelque chose de non démocratique. La démocratie n'est pas seulement une structure objective. C'est aussi une structure vécue. Une élection européenne, par exemple, permet de donner un visage à l'indispensable débat politique. Cela permet de donner des couleurs à la démocratie.

R.N. : Cette dimension du monde vécu de la démocratie se met également en place de manière assez laborieuse...

D.C.-B. : La grande difficulté est de réconcilier le vécu quotidien et la

dimension historique, le rythme de l'histoire. Quand on parle de construction européenne, il faut bien voir que l'on parle de cinq décennies qu'il faut mettre en regard de trois siècles de construction des États-nations qui ont finalement débouché sur l'horreur totale. Après quoi, cinq décennies se sont écoulées où l'on a dit « stop les peuples n'en peuvent plus ». Depuis cinquante ans, on construit « ce stop ». Cela fait de nous à la fois les acteurs et les commentateurs d'un processus historique long. Cela me fait, par exemple, mal d'entendre dire que la République est née à la Révolution française. Mais combien de temps n'a-t-il pas fallu pour donner le droit de vote aux femmes ? Il a fallu attendre de 1789 à 1945 ! Pourtant, dans les années trente, on disait « le front populaire est l'instrument de l'émancipation démocratique ». Or les femmes n'avaient pas le droit de vote ! Soyons donc justes par rapport à la constitution européenne. On y retrouve une flopée de choses positives, même si elles ne sont pas nécessairement reliées à du vécu positif pour les gens. Un autre exemple de ce décalage entre le vécu et la dimension historique, c'est la difficulté pour les pays de l'élargissement à surmonter la dépendance culturelle créée par les États totalitaires. J'ai toujours voulu l'élargissement, mais

ce n'est pas pour autant que je m'abstiendrai de dire que la démocratie à l'Est n'a pas encore vraiment trouvé partout sa « substance démocratique ». Prenons le cas de Vaclav Klaus à la tête de la Tchéquie, c'est quelqu'un qu'on peut situer quelque part entre Thatcher et Le Pen. Autre exemple : les catholiques polonais du Parti de la Famille, qui sont de véritables fous furieux. L'évolution d'un parti comme Solidarnosc qui passe de 50 % à 3 % en une décennie doit également nous interpeller. C'est d'ailleurs ce qui pourrait arriver aux ex-communistes. Ici à Bruxelles, en Belgique, on ne perçoit pas très bien cette situation. Il est vrai que la Belgique est située dans le cocon de l'Europe. Elle est protégée de partout.

CRÉER UN PATRIMOINE HISTORIQUE COMMUN

R.N. : N'est-ce pas parce qu'on a tendance à sous-estimer l'importance de l'empreinte des totalitarismes ?

D.C.-B. : Il est vrai qu'on peut aussi renverser la question en disant que depuis un an, depuis l'élargissement, ces sociétés ont décidé de se poser les mêmes questions que nous. Si on s'arrête sur les problèmes que peut poser l'immigration : les Marocains ou les Turcs qui viennent d'Anatolie, par exemple, ne peuvent évidem-

ment pas voir les questions du féminisme comme nous. Ils n'ont pas vécu les luttes du féminisme qui ont transformé nos sociétés. De manière analogue, les sociétés des nouveaux États membres n'ont pas vécu toute la saga de la construction européenne: l'Europe des Six, des Neuf, toute la discussion avec De Gaulle et l'entrée de la Grande-Bretagne. Rappelons-nous aussi que les gouvernements européens démocratiques de l'époque ont toujours collaboré avec les pouvoirs en place de l'autre côté du rideau de fer. Souvenons-nous aussi de la colère en Pologne au moment de la décision sur le partage des subventions pour l'agriculture. Mais depuis que les subsides sont là, les paysans polonais adorent l'Europe! Autrement dit, plus on fera l'histoire ensemble, plus on aura un patrimoine historique commun.

R.N. : Quand on est en Allemagne, on sent beaucoup mieux toutes les évolutions. C'est aussi un peu l'arrière-fond des réformes sociales en R.F.A. A-t-on vraiment compris ces enjeux en Belgique et en France ?

D.C.-B. : Le débat sur les réformes « Harz » a montré que la grande difficulté, c'est de déterminer ce qu'on accepte comme point de départ. En fait, le point de départ, c'est un système de protection sociale qu'on ne sait pas financer.

La réponse classique est de dire qu'il faut réduire le chômage. Je n'y crois pas parce qu'il y a aussi le problème des couts dérivés. Ici, en Belgique, la collaboratrice belge que j'engage touche moins que ce que je paye comme charges sociales. Si son emploi coute quelque 6 000 euros, elle en touche entre 2 200 et 2 300. Alors, est-ce qu'on accepte ce débat? La réforme « Harz », qui est vécue comme quelque chose de dramatique, maintient le minimum que touche un chômeur (qui passe dans le régime de l'aide sociale) à environ 1 000, 1 100 euros par mois. Une coiffeuse gagne 1 200 euros. Au chômage, même avec « Harz », elle en gagne 1 250. Le problème est donc de savoir si on accepte cela. En ce moment en Allemagne, la tension est en train de baisser, et les gens se sont rendus compte que la réforme a en réalité simplifié la paperasserie administrative pour les demandeurs d'emploi.

NÉCESSAIRES RÉFORMES DE L'ÉTAT SOCIAL ET IRRATIONALITÉS PATRONALES

R.N. : Une des réponses traditionnelles de la gauche au problème du chômage a été la réduction du temps de travail...

D.C.-B. : Oui, en R.F.A., I.G. Metall est allé très loin en négociant des accords de réduction du temps de travail très ambitieux. Mais une

fois encore, on se retrouve devant le problème des salaires dérivés. Si l'emploi de deux personnes à temps réduit coute plus cher aux employeurs que celui d'une seule personne travaillant plus longtemps, on est en plein cercle vicieux. On n'arrive donc pas à résoudre l'équation « réduction du temps de travail » – « augmentation d'offre d'emplois » en maintenant le niveau de charges sociales constant. Le débat est de surcroît faussé par le comportement du patronat qui profite d'une situation économique difficile pour attaquer les syndicats et les salariés. La contre-offensive patronale étant évidemment de dire en permanence que « ce n'est pas assez » et qu'il faut aller plus loin dans la réduction des couts salariaux alors qu'au même moment on voit les salaires de certains patrons atteindre des plafonds littéralement immondes. Bel exemple, le patron de la Deutsche Bank qui gagne quelque 600 000 euros par mois! Notre société est malade de ses côtés complètement irrationnels. La notion de responsabilité collective est sans cesse en recul et la rationalité collective a par conséquent du mal à émerger. Par ailleurs, les réformes de l'État social menées par la majorité « rouge-verte » en R.F.A. ne sont pas toujours idéales puisqu'il faut passer par des compromis qui transforment nécessai-

rement les visions initiales de chacun des partis.

R.N. : Il semble cependant qu'en R.F.A., certaines réformes de l'État social ont réuni un certain consensus et que les Verts en sont sortis relativement indemnes.

D.C.-B. : Ce n'est pas tout à fait vrai. On s'est fait trainer dans la boue. Le problème, c'est que les contre-propositions syndicales n'apportaient pas vraiment des solutions. Le débat sur le rôle de l'État est toujours d'actualité. Je pense qu'on peut et qu'on doit défendre Keynes — par conséquent une intervention de l'« État » dans l'économie — au niveau européen, mais c'est de moins en moins valable au niveau national. Il existe donc des contradictions, mais je suis certain que les Verts arriveront à les surmonter parce qu'ils ont vécu quelque chose de fondamental qui les a transformés au moment du débat sur le Kosovo. Non sans déchirements, les Grünen ont dû reconnaître les limites du pacifisme devant la réalité des massacres au Kosovo. Ce fut un réel bouleversement au sein du parti, qui a d'ailleurs perdu son aile ultragauche. S'ils ont accepté l'intervention au Kosovo, ce n'est évidemment pas parce qu'ils voulaient à tout prix rester au gouvernement, mais bien parce qu'ils avaient pris conscience des failles

de l'antimilitarisme à tous crins et réalisé que l'intervention militaire était devenue nécessaire. La crédibilité qu'ils ont acquise auprès de la société allemande est directement liée au fait que les Grünen, à un moment donné, sont arrivés à assumer les contradictions. Écolo en Belgique n'a jamais vraiment voulu assumer le dilemme entre participation au pouvoir et rôle d'opposition. Un autre point fort des Verts allemands, c'est qu'ils ont beaucoup mieux accepté l'idée de l'identification du parti à la figure de Joschka Fischer.

L'ÉVOLUTION DES GRÜNEN ET LE RÔLE DE L'ALLEMAGNE

R.N. : Ne peut-on pas dire qu'une partie du succès des Verts allemands tient au fait que Fischer a permis à l'Allemagne de se réconcilier avec l'histoire du monde, la Weltgeschichte, un concept assez important dans la philosophie de l'histoire en Allemagne ?

D.C.-B. : C'est vrai que Fischer a contribué à la réconciliation de l'Allemagne avec son histoire et au dépassement de ses crises. Il a d'ailleurs parfois agi de manière étonnante. Une de ses démarches pendant la période qui a précédé l'intervention américaine en Irak m'a frappé : pendant cette période, l'inquiétude entre alliés européens et surtout entre la France et l'Allemagne était profonde. Chacun craignait de se faire tôt ou tard

lâcher par l'autre. Tout le monde était un peu sur les nerfs. Fischer a alors eu cette idée incroyable d'aller à Rome voir le pape et de sortir ensuite un communiqué de presse dans lequel il disait « Sa sainteté et moi sommes préoccupés pour la paix dans le monde. » Fallait oser ! Moi, en voyant ça à la télé, j'étais mort de rire ! Mais l'Allemagne était aux anges. Il a une perception très fine et très juste des événements. On s'est vu le 27 décembre, en pleine catastrophe du tsunami, et il me disait déjà que cela allait être beaucoup plus horrible que tout ce qu'on imaginait. Il a alors mis en place tout un dispositif et trouvé les mots justes pour en parler. Je crois que cette capacité empathique lui vient des mouvements des années soixante et septante...

R.N. : Certes Fischer n'est pas pour rien dans la bonne tenue des Verts allemands, mais n'y a-t-il pas également une évolution idéologique qui explique ce succès ?

D.C.-B. : En R.F.A., les Verts réalisent une sorte de synthèse originale entre le social et l'environnemental traditionnel et une version moderne, écologique et sociale du libéralisme. Ils proposent une forme écologique et sociale d'appréhender l'économie de marché. Cela est désormais assumé en tant que tel par les Grünen. Quand on regarde l'évolution de quelqu'un

comme Trittin, le ministre de l'Environnement, qui vient de l'aile gauche, on est frappé par sa manière d'aborder le marché des émissions de gaz à effet de serre. On voit immédiatement que quelque chose a changé. Mais il faut également dire que la culture politique francophone est fondamentalement plus idéologique. Les Allemands ont quand même un côté plus pragmatique...

R.N. : La polémique lancée autour de la question des visas, qui auraient été octroyés avec laxisme à des ressortissants de pays de l'Est, n'est-elle pas lourde de conséquences pour les Grünen ?

D.C.-B. : Si. En ce sens que, pour la première fois, les Verts allemands sont véritablement confrontés non plus à la projection d'une image mythique mais à la complexité de la réalité quotidienne.

L'issue du débat sur les « erreurs » du ministère des Affaires étrangères de 2000 à 2002 dépend dramatiquement de la capacité des Verts à assumer une responsabilité pour le tout, c'est-à-dire pour l'Allemagne entière et pas simplement pour leur vision de l'Allemagne ou pour leur définition idiosyncrasique de la réalité. L'avenir montrera si nous sommes capables de surmonter cette crise. La participation gouvernementale veut que nous soyons responsables à la fois de notre politique

mais également devant l'opinion nationale.

« ÉCOLO N'A PAS SU CAPITALISER CE QU'IL A FAIT AU POUVOIR »

R.N. : Comment jugez-vous le sort qu'a connu votre initiative de lancer en 2000 une « Troisième gauche verte » ?

D.C.-B. : Ce qui m'a le plus déçu, c'est l'absence de débat en France. S'il avait eu lieu, on aurait peut-être pu réaliser une percée idéologique. Ce débat n'a pas abouti, car il ne rentrait pas dans les « cases » mentales. Il reste donc pendant en France. Quel type d'identité gouvernementale va finalement se dégager d'un projet de « gauche durable » comme celui de Hollande?... En ce qui concerne la Belgique, là aussi il n'y a sans doute pas eu assez de débats au sein d'Écolo sur la question de la participation. C'est dommage parce que cela n'a pas permis aux verts belges de capitaliser ce que leurs ministres ont fait et qui, peut-être, est plus important que ce qui a été réalisé par les verts allemands...

R.N. : Les problèmes qu'a rencontrés votre initiative de « troisième gauche verte » ne viennent-ils pas de la difficulté de la gauche à reconnaître ce que Marcel Gauchet appelle le « fait libéral », sur lequel se fondent nos sociétés démocratiques ? Ne tient-elle pas aussi à la confusion qui est entretenue

plus ou moins volontairement entre ce « fait libéral » et le « néolibéralisme » ?

D.C.-B. : C'est une question difficile. Le néolibéralisme conservateur fait également partie de notre société, et on a souvent tendance à laisser à la droite, aux libéraux, ce qui relève pourtant de notre identité fondamentale, à savoir le libéralisme aux niveaux politique et individuel. Certes, le libéralisme traduit une volonté de réduire le rôle de l'État dans l'économie mais il reconnaît également l'importance des règles dans l'économie. Face à cela, les verts ont plutôt tendance à vouloir trop réglementer. C'est un peu l'héritage du socialisme. Même au sein des verts, il n'est pas vraiment évident d'avoir un débat sur ces questions.

Quand Condoleeza Rice dresse une liste de cinq États « tyranniques » et qu'elle cite l'Iran, le Zimbabwe, Cuba, la Birmanie et la Corée du nord, elle fait un « sans faute ». Même si, à juste titre, on demande la levée du blocus contre Cuba, on peut difficilement ne pas être d'accord avec elle. En même temps, difficile de ne pas voir les néoconservateurs comme de dangereux révolutionnaires et des interventionnistes idéologiques. L'exemple de l'Irak est parlant.

R.N. : Avec la chute de Saddam Hussein, on voit bien la difficulté que nous avons, nous autres Européens de gauche, de penser et d'accepter les interventions militaires...

D.C.-B. : Il y a eu quelques « mensonges » du pacifisme. Par exemple, le « plus jamais la guerre », c'est-à-dire le mot d'ordre de Munich, allait souvent de pair avec le soutien aux mouvements de libération nationale en Algérie, au Viêt-nam... sans d'ailleurs se soucier du type de régime.

Autre exemple, les revendications associant le « plus jamais la guerre » au slogan absolument compréhensible « plus jamais de soldats allemands en dehors de l'Allemagne », mais qui ont fini par fonctionner comme un lavage de cerveau. C'est ainsi qu'en préservant la bonne conscience de ne pas intervenir, on acceptait *de facto* des massacres. En fin de compte, la traduction de ces revendications était : « Tant que je suis en sécurité chez moi, ce qui se passe au-delà de mes frontières ne me regarde pas. »

NE PAS ENTERRER L'UTOPIE AUTOGESTIONNAIRE

R.N. : Encore une question plus centrée sur la Belgique: En 1979, vous avez participé à un débat à Louvain-la-Neuve avec Cornelius Castoriadis qui a donné lieu à un livre intitulé De l'écologie à l'autonomie. Cela a été un

moment important pour beaucoup de gens (il y avait au moins huit-cents personnes). Vous vous en souvenez?

D.C.-B. : Bien sûr. D'ailleurs, à l'époque, Castoriadis retenait pour impossible l'évolution qu'a pourtant connue l'U.R.S.S. Bien que foncièrement antitotalitaire, il estimait cependant que ce système était trop parfait pour pouvoir changer. Mais je retiens surtout de cette époque un deuil que je n'ai finalement jamais fait: celui de l'autogestion. Je reste convaincu que même dans une économie de marché, ça peut marcher. Je suis en effet persuadé que des entreprises autogérées peuvent vivre sur le marché et supporter la concurrence tout en développant des formes de solidarité entre elles. On peut même aller plus loin avec l'idée de développer des coopératives. Je reste attaché aux thèses de Pierre Clastres (l'auteur de *La société contre l'État*), et notamment, à l'idée que, dans une société, il y devrait y avoir des chefs pour chaque chose. Par conséquent, aussi des élections pour le responsable d'une entreprise. Ce n'est évidemment pas du tout le *mainstream* actuel. Dommage! Mais je ne renonce pas à cette idée.

LA TURQUIE ET L'EUROPE COMME DÉMOCRATIE COSMOPOLITE

R.N. : L'adhésion de la Turquie est-elle une vraie question politique? En masque-t-elle d'autres? Face à l'opposition de nombreux secteurs d'opinion, n'y a-t-il pas dans votre chef une tendance à se vouloir plus prométhéen que Prométhée?

D.C.-B. : Cette question est éminemment politique. Plus on approfondit le débat et plus on réalise qu'il n'y a pas d'arguments « mathématiques » pour fonder la candidature de ce pays ni son « européanité » que certains cherchent d'ailleurs à remettre en question. Inutile de rappeler que cette candidature a une histoire que l'on peut difficilement éluder et que le premier tournant décisif a été pris en 1999 lorsque le Conseil européen a accordé de manière unanime le statut de candidat officiel à ce pays. Depuis, les Conseils européens ont systématiquement réaffirmé cet engagement de l'U.E. et ont finalement décidé d'ouvrir les négociations le 3 octobre prochain. De la promesse initiale à nos jours, la perspective de l'adhésion de la Turquie demeure incontestablement une question d'envergure politique et je prétends que notre manière de l'appréhender reflète directement le degré de maturité du projet européen.

Ceux qui, comme moi, aspirent à voir un jour la Turquie au sein de l'U.E., ne pourront cependant faire l'impasse sur la pédagogie politique à mettre en place pour accompagner ce processus. Cela veut donc dire que nous ne pouvons ignorer les phobies, mais aussi les crispations identitaires particulièrement vivaces quand il s'agit de la Turquie et qui sont d'ailleurs régulièrement alimentées par un certain type de discours politique complètement irresponsable.

R.N. : Sur quoi cette « pédagogie » doit-elle se baser ?

D.C.-B. : À aucun moment je n'ai prétendu que l'intégration de ce pays était une opération simple. Mais il m'apparaît clair que cet objectif s'inscrit parfaitement dans le projet européen et que l'assomption d'une identité européenne « ouverte » va de pair avec l'affirmation d'une nature et d'un rôle spécifiques de l'U.E. dans le monde.

Il va de soi qu'une telle démarche repose sur une compréhension non statique de l'U.E. et de notre identité. C'est un angle d'approche qui nous est d'ailleurs pratiquement imposé par le processus même de la construction européenne : à chacun de ses élargissements, l'U.E. somme toute relativement jeune, a connu de véritables transmutations. Celles-ci

ont *de facto* relégué le rêve fédéraliste initial au rang des principes fonctionnant tout au plus comme des « idéaux régulateurs » pour l'action politique, mais qui, au-delà des Six, ne pouvaient plus répondre aux exigences d'une U.E. vouée à s'élargir et à concrétiser toujours plus les valeurs de la réconciliation et la coresponsabilité. Je tiens néanmoins à préciser que ce constat n'est pas pour autant un argument valable pour qui chercherait à réduire l'U.E. à une zone de libre échange ou à la monnaie unique. À mon sens, l'U.E. est avant tout une entité politique cosmopolite inédite au sein de laquelle les individus caractérisés par une diversité identitaire fondamentale doivent pouvoir se reconnaître dans un projet commun également prometteur pour les générations à venir.

De tout ce qui précède, il ressort que l'Union européenne peut être identifiée comme la seule masse critique capable de peser dans un monde où la majeure partie des

enjeux est désormais globalisée, où entre en ligne de compte un terrorisme néofondamentaliste visant la déstabilisation planétaire et où les populations de religion musulmane sont partie intégrante de nos sociétés. Si dès lors, on évalue, à juste titre, la Constitution comme la source d'un renforcement de l'U.E. et comme un progrès de nature politique générateur du potentiel nous autorisant à prévoir un développement qualitatif de celle-ci, il devient alors évident que dans une décennie, l'U.E. aura connu une nouvelle métamorphose. Parallèlement, la Turquie confrontée en permanence à sa propre mutation devra également se prévaloir du nouveau seuil d'exigence en vigueur au sein de l'U.E. Si, au bout du compte, c'est bien avec cette Turquie-là que nous continuerons à porter le projet européen et à affirmer notre identité, permettez-moi de dire qu'on aura réalisé un nouveau progrès d'ordre civilisationnel. ■

Propos recueillis par Benoît Lechat et Pascal Fenaux entre le 19 janvier et le 8 mars 2005.